

## *Fin de règne au Gabon*

COORDONNÉ PAR FLORENCE BERNAULT ET JOSEPH TONDA

INTRODUCTION AU THÈME

### LE GABON : UNE DYSTOPIE TROPICALE

**L**e temps de l'après-Bongo règne donc désormais au Gabon, temps espéré, temps redouté depuis longtemps... Après quarante-deux années de règne ininterrompu d'Omar Bongo Ondimba, la mort vient de mettre un terme à l'un des plus longs régimes politiques africains. Doyen du continent, Bongo incarnait la seconde génération des leaders africains modernes et leurs contradictions extrêmes<sup>1</sup>. Comme Hassan II au Maroc, Mobutu en République démocratique du Congo (ex-Zaïre), ou Mugabe au Zimbabwe, cette poignée d'autocrates à la fois prédateurs et garants de l'unité nationale, il réussit à incarner le pays et l'image d'une stabilité rassurante. Sa disparition en prend presque un parfum de fin du monde au Gabon mais aussi en Afrique et en France, où il avait su tisser des liens solides.

Ce contexte successoral donne lieu à une inflation de pronostics et de conjectures sur l'avenir du pays. Les scénarios-catastrophes ne manquent pas, le plus spectaculaire étant celui d'une guerre civile ethno-régionale, à l'instar du Congo-Brazzaville voisin. Les Fang apparaissent aux yeux des autres comme un élément central de ce scénario virtuel. Longtemps écartés du pouvoir malgré leur influence démographique, ils n'ont jamais brillé par leur capacité à créer de solides unités politiques, et leurs leaders se sont montrés fort enclins à se laisser séduire par le chant des sirènes du bongoïsme. La récente victoire d'André Mba Obame (AMO) à Libreville a cependant confirmé le poids de cette faction politique sur une partie du pays et a fait resurgir les craintes d'une unité politique fang. Une hypothèse moins catastrophique, mais peu rassurante

---

1. Albert-Bernard Bongo (qui ne s'appelle Omar Bongo qu'à partir de 1973, date de sa conversion à l'islam), homme de confiance de Léon Mba et vice-président, prit le pouvoir le jour suivant la mort de Léon Mba, le 27 novembre 1967. Durant l'hospitalisation de Léon Mba à Paris à partir d'août 1966, la constitution gabonaise fut modifiée (février 1967) afin de permettre au vice-président de succéder au président en cas d'incapacité de ce dernier.

à long terme, est la survie du système Bongo. Les réseaux imbriqués des alliés, des clients et des intérêts mis en place par le président et son clan, et qui innervent chaque centimètre carré du pays politique, ont-ils métastasé au point d'être devenus pour le système aussi indispensables qu'une épine dorsale<sup>2</sup>? Ou bien le carcan sera-t-il brisé par une opposition politique enfin capable de s'unir autour d'un projet et d'un homme?

Le Gabon moderne ne se résume ni à ses barons politiques, ni à l'emprise du bongoisisme sur la nation. Cour de récréation privilégiée des anthropologues, le Gabon est longtemps resté le parent pauvre des historiens, des sociologues (Georges Balandier mis à part) et des politistes. Au milieu des années 1990, il s'est désanthropologisé. Le Gabon est devenu un terrain d'investigation à part entière et, surtout, un lieu de production intellectuelle significatif pour la recherche en Afrique équatoriale et francophone.

Au-delà de la conjoncture électorale de la succession présidentielle, ce dossier de *Politique africaine* vise à donner quelques-unes des nouvelles clés d'interprétation des bouleversements en cours tout en faisant le pari de montrer comment le « cas » du Gabon a donné naissance à des problématiques susceptibles de fertiliser la recherche comparative sur l'Afrique. Parmi les nombreuses thématiques indispensables à la compréhension du sens des changements sociaux et politiques récents, nous parlerons ici de la guerre politique, du règne continu des logiques du spirituel et du religieux, et de l'influence croissante de la société civile sur l'avenir immédiat du pays.

Auparavant, il est indispensable de rendre compte du « syndrome gabonais », ce paradigme exotisant selon lequel le pays et ses habitants se caractérisent par un balancement morbide entre modernité et tradition, et qui joue sur la vieille antienne de l'immobilisme d'une Afrique privée de passé et de futur, révélant brusquement son envers : la sauvagerie d'hommes mus par des pulsions primaires. Dans son ombre, l'imaginaire gabonais continue de se construire comme une dystopie tropicale.

## UNE DYSTOPIE TROPICALE

Inverse de *l'utopie*, le concept de *dystopie* parle de lieux où l'imbrication des espaces, des identités et des rapports de force fonctionne, si l'on peut dire, au dysfonctionnement, à l'ambivalence et à l'ambiguïté. L'idée de dystopie

---

2. Pour un bon aperçu du système, voir J.-P. Tuquoi, « La bande à Bongo », *Le Monde*, 27-28 novembre 2005, p. 16.

désigne donc un modèle qui inclut *en lui-même* un principe de contradiction et de dysfonctionnement travaillant l'ensemble du système social et de ses régimes de pouvoir<sup>3</sup>.

Comme son inverse, la dystopie se fonde sur deux éléments. Elle se construit d'abord sur le rêve. Alors que l'utopie est fondée sur l'ambition active de *construire* un modèle, la tension dystopique intervient pour décrire l'échec continu de ce projet et les forces cachées qui en sont responsables. Elle évoque une idée de piétinement qui se distingue cependant d'un « refus d'entrer dans l'histoire », car elle intègre en permanence des idées, des images, des techniques matérielles et corporelles globales. Pour reprendre une formulation d'André Mary, nous dirons que le paradigme dystopique repose sur une « ambivalence créatrice<sup>4</sup> » mais méconnue comme telle, tant dominant dans sa perception spontanée les idées de dégénérescence, de naturalité, de pathologie et de mort. Dans le cas du Gabon, comme dans le reste de l'Afrique centrale, ce paradigme a une longue histoire puisque c'est au *xx<sup>e</sup>* siècle qu'il commença de servir de tremplin à un large éventail de clichés sur l'Afrique tropicale, dépeinte comme une région primitive et dégénérée, enfoncée dans la barbarie en même temps que dissoute par les courants de la modernité. Le second élément fondateur de la dystopie est l'espace. Géographie socialisée et politisée, faite de l'imbrication de relations familiales, économiques, militaires, stratégiques et historiques au sens de Marc Augé<sup>5</sup>, le paradigme dystopique décrit le Gabon avant tout comme un *espace*, où les contrastes invalidants entre la forêt, la côte, « l'intérieur » du pays, la ville, le village, les camps, les ressources (minerais, bois, pétrole), les transports et les communications jouent un rôle *surdéterminant* dans la manière dont les gens imaginent le pays.

La plupart des représentations du Gabon d'hier et d'aujourd'hui sont donc traversées par un schème bipolaire, pour ne pas dire schizophrène. Les images surannées d'un « pays où il ne se passe rien<sup>6</sup> » se doublent de celles

3. L'usage savant de la notion de dystopie a été largement confiné au domaine littéraire afin de comprendre les modèles de sociétés décrits dans des romans de science-fiction ou d'anticipation. Nous construisons ici un concept historique et sociologique permettant d'analyser la manière dont un pays réel est perçu par l'imagination populaire, locale et extérieure, selon un schéma de dysfonctionnement obéissant à des structures spécifiques.

4. A. Mary, *Le Défi du syncrétisme. Le travail symbolique de la religion d'Eboga (Gabon)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, p. 476.

5. Sur l'intrication des espaces, des pouvoirs et des identités définissant le lieu, voir M. Augé, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, p. 69-95. Plus spécifiquement sur le Gabon, voir l'ouvrage fondamental de R. Pourtier, *Le Gabon. Tome 1 : Espace, histoire, sociétés* et *Tome 2 : État et développement*, Paris, L'Harmattan, 1989.

6. R. Bazenguissa-Ganga, « Présentation », in *Rupture-solidarité n° 6 : Le Gabon malgré lui*, Paris, Karthala, 2005, p. 5-8.

de crimes rituels et de trafics d'organes humains. La critique d'une petite dictature autoritaire et corrompue coexiste avec l'éloge d'un havre de paix politique et économique. Le rêve environnemental d'un futur Costa Rica équatorien est sapé par le cauchemar d'un cœur des ténèbres nouvelle manière, incapable de protéger ses espèces en voie de disparition, des grands singes sauvages aux petits Pygmées sédentarisés. On parle de la côte urbaine et mondialisée comme d'une « zone de compression » tournée vers l'avenir mais contenant à grand peine la poussée régressive et archaïsante de figures de l'intérieur.

Réapproprié par les Gabonais, ce schème émerge au XIX<sup>e</sup> siècle dans la littérature coloniale. Le Gabon fut et reste en effet un lieu de production majeure de l'imaginaire impérial français. C'est au Gabon que Paul Du Chaillu rencontre en 1863 les premiers gorilles, une découverte qui va alimenter dans toute l'Europe des débats passionnés sur les origines de l'homme et, bien sûr, sur l'animalité des Africains<sup>7</sup>. Exactement au même moment, l'explorateur transforme les Fang en icônes du cannibalisme africain, autre mythe central de l'impérialisme européen<sup>8</sup>.

La déconstruction de cette dichotomie impériale (largement réappropriée par les Gabonais eux-mêmes) permet de saisir les enjeux dissimulés sous les discours actuels sur la dialectique tradition-modernité. Ainsi en est-il, par exemple, de l'ethnie. La revendication de l'autochtonie au Gabon est non seulement tolérée, mais tient même lieu d'instrument de morale publique : on devient homme public d'abord par sa qualité d'« originaire », laquelle *doit* se définir par l'appartenance ethnique, régionale et locale. Sans cet attribut, tout homme souhaitant accéder à la vie politique risque de passer pour antipatriote ou marginal. À l'inverse de ce qui se passe dans les pays voisins, le discours ethnique au Gabon joue donc sur la transparence revendiquée, en fournissant un répertoire politique et familial qui lie le lignage à l'État et permet d'exclure les étrangers, les « non-originaux »<sup>9</sup>. Soulignons que l'« originaire » ne se définit pas nécessairement par la couleur de peau, ni même par la résonance du nom : on peut s'appeler Ping, être né d'un père chinois, avoir la « tête d'un Chinois »<sup>10</sup> et devenir ministre des Affaires étrangères et président de la

7. Cette idée d'animalité se trouve recyclée dans le discours politique et social gabonais. Le candidat « de la société civile », Bruno Ben Moubamba, a ainsi qualifié le résultat des quarante-deux ans de règne du Parti démocratique gabonais (PDG) en ces termes : « L'animalisation des Gabonais a été voulue par le système PDG ». Propos tenus lors de son passage à l'émission *Le Débat* du 27 août 2009 sur la première chaîne nationale de télévision.

8. P. Du Chaillu, *Voyages et aventures en Afrique équatoriale*, Paris, Michel Lévy Frères, 1863.

9. Énorme différence avec le Congo-Brazzaville voisin, où le sujet est un tabou public et l'objet d'un refoulement actif depuis l'indépendance et la période marxiste.

10. Expression courante dans les conversations entendues à Libreville.

Commission de l'Union africaine, ou encore s'appeler Coniquet, être « Blanc » ou « métis »<sup>11</sup> et être élu président du Sénat, comme on peut être de la même « race »<sup>12</sup> des métis que Coniquet ou Ping et être président de la République, comme l'a été Rose Francine Rogombé. Durant plus de trois siècles et demi, « la réalité du Gabon fut celle d'un œkoumène limité aux deux rives de l'estuaire. L'idée d'un *heartland* estuarien, comme espace originel d'État, se consolida et le peuple riverain (Mpongwe) reçut l'appellation de Gabonais *stricto sensu*. Il ne pouvait y avoir de Gabon initial sans "Gabonais initiaux"<sup>13</sup>. »

La gabonité par l'appartenance « ethnolinguistique » conduit en même temps l'oligarchie politique à prouver son attachement au mythe de « l'union nationale », c'est-à-dire à l'équilibre ethnique et à la prééminence du cadre national définissant le bien public. Dans ce modèle, il est indispensable pour les leaders suprêmes de se poser en figures vides de l'ethnie, ou en figures pleines de l'ethnie vide<sup>14</sup>. Ainsi Omar Bongo, un Téké minoritaire originaire du lointain Haut-Ogooué, un homme des marges qui ne menace pas l'idéal proclamé de l'équilibre ethnique inauguré sous Léon Mba (Fang devenu président par sa distanciation active de son ethnie d'origine), a-t-il multiplié durant son règne les discours contre « le tribalisme ». Ces représentations se sont réapproprié les fantasmes impériaux sur la « tradition » pour définir une véritable ligne de conduite nationalo-tribale faisant de la revendication ethnique une trame du politique. Ce que dissimule cette fiction de l'équilibre ethnique, c'est l'existence de dynamiques horizontales ou éclatées allant des rapports de genre à la mobilisation syndicale, comme en témoignent les mouvements de grève actuels dans la fonction publique et les affrontements politiques qui ont éclaté en septembre 2009 après l'annonce du résultat de l'élection présidentielle.

Toujours selon la logique du paradigme dystopique, le Gabon se vit et se voit comme une côte créole, interface du capitalisme mondial. Ce n'est pas faux en soi, bien sûr. Si l'arrière-pensée du Gabon a été largement négligé par les administrations coloniales et postcoloniales, Libreville est depuis le XIX<sup>e</sup> siècle un espace fortement extraverti et très largement dépendant de

11. Les deux termes sont parfois synonymes au Gabon : un métis est souvent désigné par le terme de « Blanc ».

12. La « race » est le terme colonial qui désignait, jusqu'aux années 1950, l'« ethnie ». Sur l'acte de naissance de J. Tonda, il est ainsi écrit qu'il appartient à la « race Mahongwe ».

13. M.-L. Ropivia et J. Djeki, *Atlas de la formation territoriale du Gabon*, Libreville, Cergep, 1995, p. 14.

14. F. Bernault, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale. Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.

la France, notamment pour ses importations alimentaires<sup>15</sup>. Libreville émerge d'abord comme comptoir de traite et station d'accueil des esclaves libérés, et Port-Gentil comme capitale du bois, puis du pétrole. Dans les années 1990, la Chine et l'Asie viennent recueillir les derniers profits de ce cycle économique. On voit les échoppes asiatiques fleurir dans l'Estuaire, et les riches *businessmen* brûler des liasses de billets sur les tapis du casino de la Croisette à Libreville. Dans les restaurants de bord de mer, des grappes de « Tang » (Blancs) esseulés s'attablent autour de pizzas nostalgiques ou, s'ils ont gardé l'âme aventurière, d'une assiette de crabe farci. Héritiers de générations de forestiers et de colons, aujourd'hui petits gérants ou contremaîtres égarés pour quelques années ou pour la vie sur cet isthme improbable, ils incarnent la jonction entre Gabon colonial et postcolonial. Plus tard, peut-être iront-ils succomber aux charmes des « Tuées Tuées » et autres « DVD » (Dos et Ventre Dehors), ces jeunes femmes qui hantent les bars et les dancings de Libreville en quête de vieux Blancs. Au matin, dans les cafés Internet qui s'éveillent, ce sera le tour d'autres quêteurs de destin de surfer sur les sites de rencontres internationaux.

À partir de la côte, pôle de « modernité », l'agent civilisateur<sup>16</sup> et l'avancée civilisationnelle sont des figures majeures de cet imaginaire. On interprète le mouvement des hommes et les échanges de biens et d'idées à travers le filtre d'un va-et-vient productif entre côtes créoles et campagnes sauvages mettant en circulation les porteurs des biens modernes (dons des politiciens, argent), la poursuite de la ligne de chemin de fer du Transgabonais vers l'est dans les années 1970 et 1980, dans un sens, et l'apport nourricier des traditions et des savoirs de l'intérieur (médecines, thérapies, savoirs initiatiques), le flux de l'okoumé et du manganèse vers l'Atlantique, dans l'autre. Le versant menaçant de ce va-et-vient se déploie dans le registre de l'invasion régressive de la sauvagerie tribale, ou bien dans celui de l'extension de la mondialisation faisant encourir le risque d'une décadence destructrice ou, pire, de la prise de contrôle du pays par les étrangers.

---

15. Voir J. Rich, *A Workman Is Worthy of His Meat. Food and Colonialism in the Gabon Estuary*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2007. Les premiers gisements pétroliers sont découverts au début des années 1950. Le premier mis en production, en 1963, est celui de Gamba. Ce n'est qu'à partir de 1973 que l'exploitation du gisement de Grondin assoie le pétrole en tête des revenus d'exportation du Gabon.

16. Terme inspiré par Claudine-Augée Angoué, « Les "veuves joyeuses" et le diable civilisateur. Notes sur les ébranlements du pouvoir masculin à Mokéko (Gabon) », in *Rupture-solidarité...*, op. cit., p. 122.

À cela, le paradigme dystopique oppose un projet : conserver l'équilibre entre les contraires, trouver une voie moyenne pour préserver l'unité nationale (*E pluribus unum*) entre modernité et tradition, barbarie et civilisation, pauvreté et richesse, le village et le global, l'okoumé et l'uranium, etc. Tout se passe comme si le Gabon ne s'était construit ou ne pouvait exister, aux yeux de ses ressortissants comme des étrangers, qu'autour de ce défi imaginaire : contenir les excès, rassembler les contraires et, finalement, ne pas bouger. Voilà une des trames du programme politique porté depuis cinquante ans par les élites gabonaises, et qui a tous les traits d'un véritable projet hégémonique, partagé par la société civile. Selon un schéma évolutionniste, la dystopie devient la terre promise d'une utopie : réaliser dans ce petit bout d'équateur (le milieu, encore) une Afrique rêvée, une Afrique en miniature qui convaincra les héritiers du temps colonial et les observateurs de la « globalisation » que les contraires s'attirent et que la binarité reste la meilleure boîte à penser des chercheurs (et des autres). Tout cela fonctionne comme la mise en forme auto-prophétique de réalités beaucoup plus complexes sur lesquelles nous allons maintenant nous attarder.

### THÉÂTRES DU POLITIQUE

« 42 ans de pouvoir du PDG ? Une véritable faillite. Faut-il faire valoir la médiocrité, la corruption, la délinquance, l'immobilisme, l'incompétence, le ridicule, la débauche ? Avec Ali Bongo, le Gabon se retrouvera dans un précipice <sup>17</sup>. »

La dépendance, la longévité et le pillage restent les invariants du modèle dirigeant gabonais et de la classe politique. Ajoutons l'idée que ce modèle constitue une véritable idéologie hégémonique partagée par dominants et dominés <sup>18</sup>. Ce paysage politique est en réalité la résultante de plus de soixante ans d'une guerre sans pitié. Si elle ne se manifeste certes pas par des tueries massives, la guerre dont il est question ici ne se réduit pas à une métaphore servant à exprimer une réalité symbolique sans effets réels, physiques ou psychologiques, sur les sujets. La guerre comme paradigme, voire comme schème

---

17. Commentaire anonyme, 18 août 2009, forum de discussion sur <<http://globalvoicesonline.org/2009/07/17/gabon-gabon-election-2009-on-twitter/#comment-1576641>>.

18. François Ngolet en a donné un excellent aperçu dans « Ideological manipulations and political longevity : the power of Omar Bongo in Gabon since 1967 », *African Studies Review*, vol. 43, n° 2, 2000, p. 55-71. L'auteur montre en quoi la longévité politique d'Omar Bongo s'explique aussi par le contrôle des institutions religieuses, de la franc-maçonnerie et des sociétés secrètes.

gouvernant les rapports dans tous les domaines au Gabon, se manifeste au quotidien par des relations sociales marquées du sceau de l'agressivité ou de l'indifférence à l'humanité de l'autre. Un cas banal est celui de ces hôpitaux où les salles d'attente sont des lieux où meurent tous ceux qui n'ont pas les moyens de payer les cautions de 300 000 francs CFA (environ 450 euros) ou plus conditionnant toute prise en charge médicale. Un autre, plus brutal, est celui des traitements d'une extrême cruauté infligés par des militaires aux opposants à l'élection d'Ali Bongo en septembre 2009 à Port-Gentil. Guerre à l'intérieur de l'oligarchie, guerre avec le peuple gabonais, guerre menée par tous dans leur vie quotidienne... Toutes ces luttes à mort<sup>19</sup> mobilisent des éléments dont les chercheurs ont récemment découvert l'importance pour comprendre les rapports politiques en Afrique équatoriale : le corps humain, la magie et l'invisible, l'économie spectrale du spectacle politique et de la télévision<sup>20</sup>.

### *La dépendance*

La dépendance vis-à-vis de la France, qui est scrutée depuis les années 1960 et régulièrement dénoncée, ne faiblit pas, bien au contraire<sup>21</sup>. Le récent discours du secrétaire d'État français chargé de la Coopération, Alain Joyandet, appelant le nouveau régime gabonais à exercer un « mandat de rupture<sup>22</sup> » apparaît comme le énième déni d'une situation aussi indispensable à l'influence française dans la région qu'à la survie du système gabonais. Liens économiques<sup>23</sup>, présence militaire, loyauté diplomatique et patronage politique n'ont fait que

19. J. Tonda, « Omar Bongo Ondimba, paradigme du pouvoir postcolonial », *Politique africaine*, n° 114, juin 2009, p. 126-137.

20. Le titre de cette section, « Théâtres du politique », s'inspire des analyses pionnières de G. Rossatanga-Rignault, « "Au titre des mesures individuelles". Petit catéchisme des liturgies politiques gabonaises », in *Rupture-solidarité...*, *op. cit.*, p. 13.

21. Les chercheurs américains ont beaucoup utilisé le Gabon comme « cas » pour étudier le néo-impérialisme français en Afrique. Voir B. Weinstein, « Léon Mba : the ideology of dependence », *Genève-Afrique*, vol. 6, n° 1, 1967, p. 49-62 ; M. C. Reed, « Gabon : a neo-colonial enclave of enduring French interest », *Journal of Modern African Studies*, vol. 25, n° 2, 1987, p. 283-320 ; J. F. Barnes, *Gabon : Beyond the Colonial Legacy*, Boulder (CO), Westview Press, 1992 ; D. A. Yates, *The Rentier State in Africa. Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*, Trenton (NJ), Africa World Press, 1996. Voir aussi le livre récent de J.-F. Obiang, *France-Gabon. Pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.

22. Conférence de presse, New York, 29 septembre 2009, < <http://discours.viepublique.fr/pdf/093002719.pdf> >, p. 3.

23. Sur le cycle de l'uranium et du manganèse au Gabon, voir G. Hecht, *The Radiance of France : Nuclear Power and National Identity after World War II*, Boston, MIT Press, 1998.



croître depuis la libéralisation politique, vite jugulée, de 1990. L'éclatement de scandales sur les propriétés et investissements du personnel politique gabonais en France, au-delà de la flambée d'indignation, démontre surtout l'imbrication des intérêts entre les classes dirigeantes des deux pays. L'entretien réalisé par Fanny Pigeaud avec les acteurs gabonais de l'affaire des « biens mal acquis » publié dans ce dossier donnera des éléments de réflexion aux lecteurs sur la perpétuation ou la rupture de ce processus<sup>24</sup>. Le soutien de Nicolas Sarkozy et de l'Élysée au candidat Ali Bongo, très critiqué dans la presse française et africaine au moment de l'élection du mois d'août<sup>25</sup>, traduit bien la perpétuation des vieilles pratiques françafricaines.

Certes, Rémy Bazenguissa-Ganga rappelait récemment que dépeindre le Gabon comme entièrement soumis à l'extraversion politique et économique serait tomber dans l'excès et s'aveugler sur le contrôle qu'exercent les Gabonais sur leur propre histoire<sup>26</sup>. Pour sortir de l'impasse, on peut toutefois souligner que le partenaire dominant, la France, est fortement dépendant du lien tissé avec son partenaire dominé. En effet, les dérapages de Brazzaville, fief historique de l'influence française en Afrique équatoriale, et l'explosion ivoirienne ont repositionné le Gabon comme le pilier de l'ancienne puissance colonisatrice en Afrique centrale. Sans le Gabon, son pétrole, son manganèse et son uranium, sans le petit millier de soldats français encasernés au camp de Gaulle, sans le soutien diplomatique et financier gabonais à quelques élus de la classe politique française, quelles seraient les bases de l'influence française dans la région ? Soulignons d'ailleurs que ces logiques d'influence sont à la fois territorialisées et déterritorialisées : le camp de Gaulle est mitoyen de l'immense domaine présidentiel dénommé Oyo, en référence au village congolais de Denis Sassou Nguesso, dont la fille fut l'épouse d'Omar Bongo. Ce lieu résume ainsi les intrications caractéristiques de la Françafrrique en Afrique centrale : un mélange de relations politiques, familiales, amicales,

---

24. Il se dit aussi dans les milieux de la Françafrrique que le choix du fils de Bongo se justifierait par la nécessité de ne pas voir l'empire élaboussé par les dossiers secrets et explosifs que son père aurait laissés au Palais du bord de mer. Voir A. Tévoédjrè, « Bongo ou "l'art de saisir les opportunités" », *Afrique Asie*, n° 45, juillet-août 2009, p. 28.

25. Voir par exemple P. Galois, « Gabon – Mascarade électorale », *Lutte ouvrière*, n° 2144, 4 septembre 2009 : « Malgré toutes ses déclarations "démocratiques", l'État français avait bel et bien un candidat dans cette élection gabonaise. Celui qui sera capable d'assurer la continuité de l'exploitation du pays par Total et Bolloré, sans vague si possible, avec des élections truquées s'il le faut, par la force si nécessaire, avec le concours de l'armée française en dernier recours ».

26. R. Bazenguissa-Ganga, « Présentation », art. cit., p. 7. Voir aussi le paradigme du joug proposé par Jean-François Bayart dans un récent article en rupture avec le catéchisme « dépendantiste » : J.-F. Bayart, « Comparer par le bas », *Sociétés politiques comparées*, n° 1, janvier 2008, p. 1-25.

militaires, économiques (l'immensité du domaine traduisant la puissance économique des possédants) qui montre aussi, par le nom qu'il porte, qu'un morceau du territoire et du pouvoir congolais est patrimonialisé à Libreville.

Cette dépendance doit donc être analysée sous l'angle d'une stratégie voulue plutôt que subie, productrice de nombreux effets bénéfiques pour les « extravertis ». Au Gabon, les politiques profitent immensément du lien entretenu avec la France, ne serait-ce que par l'aura qu'il donne à leurs ambitions locales et à leur stature personnelle.

### *La longévité*

Les dirigeants gabonais se distinguent par une image de pratiquants de la *realpolitik*, rusés mais stables, et par une puissance politique fondée sur l'autocratie. Après un bref moment d'ouverture et de réelle compétition politique entre 1946 et 1960, l'Union nationale de Léon Mba mise en place en 1961<sup>27</sup> a constitué la matrice du système de monopole-cooptation, et ce jusqu'à aujourd'hui. Ce système népotique et familial (Lévi Martial Midepani propose le concept de « familialisme » dans l'article qu'il publie dans ce dossier) se différencie de ceux du Congo et des autres pays voisins du Gabon (Cameroun, RDC) par sa radicalité et son enracinement dans les strates les plus profondes de la population fonctionnaire, comme le montrent les travaux en cours de Mathilde Debain<sup>28</sup>. Avec Ali Bongo, on verse dans le dynastique, et peut-être dans la fin du modèle « parrain à filleul » inventé par Léon Mba et Omar Bongo. Enfin, la longévité de la classe dirigeante gabonaise repose sur la maîtrise du théâtre politique et la personnalisation extrême du pouvoir.

Il faut remarquer que cette théâtralisation repose en partie sur du vide. Les acteurs de la scène politique, omniprésents, bavards, ostentatoires, n'existent que sous le masque de la scène et, d'une certaine manière, le public ne les tolère qu'à condition qu'ils ne prennent pas trop au sérieux le jeu de représentation dont ils ont la charge. Ainsi s'explique l'importance de la position liminale des leaders perçus comme des individus non-ethniques, voire non-humains<sup>29</sup>.

27. N. Meteghe N'Nah, « L'Union nationale au Gabon (1961-1963) », in *Rupture-solidarité...*, op. cit., p. 33-51. Voir aussi, du même auteur, *Histoire du Gabon des origines à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006.

28. M. Debain, « *On va faire encore comment ?* » *Le travail de la connivence et de l'assujettissement politique au Gabon*, mémoire de master recherche 2 en science politique, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2007.

29. J. Tonda, *Le Souverain moderne...*, op. cit. ; F. Bernault, *Démocraties ambiguës...*, op. cit.

Or ce vide apparent participe au fonctionnement d'une véritable économie spectrale du pouvoir<sup>30</sup>. La prégnance de la figure du spectre dans les représentations populaires instruit le procès d'un pouvoir postcolonial reposant sur la consommation de la vie et l'érosion des valeurs morales. Le spectre, dans cet imaginaire émiqum du pouvoir, est indifféremment le diable, le fantôme, le mort, ainsi que le négatif photographique, associé au thème du « développement » – le développement du négatif donnant le positif, comme le développement est censé donner le civilisé. Or, ce que signale le discours populaire sur le négatif, et donc sur le diable, c'est la spirale infernale d'un « développement » qui se fait depuis l'indépendance sous la figure de la maladie, de la mort et de l'infortune<sup>31</sup>.

2009 a ainsi produit sa figure spectrale, par l'irruption d'un « diable incarné » dont l'image a circulé à Libreville sous la forme du visage d'un homme « très beau », « esprit de séduction » dans le langage pentecôtiste. De nationalité zambienne, ce « diable », recherché par la police en RDC, est censé séduire des femmes « avec sa fortune ». Il couche avec elles et la suite est aisée à imaginer : la mort. L'identité « réelle » de ce diable est révélée en creux par cet avertissement : « méfiance est de rigueur pour vous qui aimez trop l'argent, les voitures, les habits, les bijoux et autres<sup>32</sup> ». Le diable, de manière quasi subliminale, est décrit sous le signe du « contentieux matériel » qui oppose possédants et pauvres. L'économie spectrale, économie par conséquent diabolique, s'impose comme l'envers du lien social positif ou, en termes photographiques, de l'image photographique désirée<sup>33</sup>. Mais les hantises de l'économie spectrale seraient probablement moins pesantes dans l'imaginaire du pouvoir si l'opulence des minorités n'augmentait pas à mesure que croît la misère de la majorité, au fil de la guerre sans merci que les plus « forts » livrent aux plus « faibles ».

30. J. Tonda, « La télévision, le regard des morts et le pouvoir politique à Libreville », in *Rupture-solidarité...*, *op. cit.*, p. 53-79.

31. Un candidat malheureux à la dernière élection présidentielle au Gabon, l'austère et énigmatique Jean-Guy Kombeny, a par exemple daté l'irruption du « négatif » dans le champ social et politique gabonais de 1974, soit un an après la conversion d'Omar Bongo à l'islam. Selon lui, à partir de cette année, l'inceste, l'homosexualité et d'autres pratiques « sataniques » se développent au Gabon. C'est aussi, toujours d'après lui, une période où l'argent du pétrole commence à couler à flots, et donc où la Bête, l'autre nom du diable et de l'argent, envahit la société de manière décisive.

32. Affiche anonyme présente sur les murs des librairies et de certaines places publiques de Libreville.

33. M. Augé, *Le Dieu objet*, Paris, Flammarion, 1988, p. 43. Voir aussi la remarquable étude de Julien Bonhomme sur les graffitis contestataires d'André Ondo Mba à Libreville : J. Bonhomme, « Dieu par décret. Les écritures d'un prophète africain », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 64, n° 4, 2009, p. 887-920.

*La guerre permanente et ses scènes primitives*

Le schème de la guerre<sup>34</sup>, en effet, occupe tout le champ du politique, lequel inclue les pouvoirs thérapeutico-religieux, politiques, familiaux ou lignagers, et englobe les technologies des attaques et des blindages magiques des hommes de pouvoir. Car les luttes de pouvoir dans ce champ ont pour protagonistes non pas des « adversaires » engagés dans un débat sur l'« espace public », mais des « ennemis » implacables. Voilà pourquoi la rhétorique de la « fraternité » ostentatoire qui semble inscrire le lien politique dans une problématique des rapports entre les fils d'un même « lignage » ou d'une même « famille » ne doit pas faire illusion : le lignage et la famille expatriés dans le champ du pouvoir moderne sont des matrices vides de la guerre « fratricide » qui se mène à coups d'armes « nocturnes » (les fameux fusils nocturnes de la sorcellerie) et de poisons (« assiettes roumaines », « bouillons de onze heures » et autres « seringues »).

Emmanuelle Nguema Minko montre comment, par exemple, le combat politique du père Mba Abessole contre le régime de Bongo avait aussi pour scène l'invisible, où déferlaient des « missiles Kapa » accompagnés de déclarations sur la « mort mystique de Bongo »<sup>35</sup>. Au mois d'août 2009, André Mba Obame, candidat malheureux à l'élection du 30 août, a publiquement déclaré lors d'un meeting qu'il était la cible d'un « fusil nocturne ». Ces quelques exemples ne font qu'attester la pertinence théorique du paradigme de la guerre et de la chasse qui définit le rapport politique comme rapport de violence physique, en même temps qu'ils montrent pourquoi la « coercition n'entretien[t] pas avec l'hégémonie une relation de "subsidiarité", mais un rapport d'immédiation, notamment corporelle<sup>36</sup> ».

Dans ce pays de contraintes et de demi-mesures, où la morale politique se fonde sur l'évitement du passage à l'acte, bien des luttes se passent dans l'envers du décor et l'invisible, *via* la sorcellerie, les crimes rituels, les pillages des corps et la guerre politique. Ce que Guy Rossatanga-Rignault appelle

34. Le titre de cette section s'inspire de l'analyse d'un scandale bwiti par André Mary. Voir A. Mary, « Le Bwiti à l'heure du village global », in *Rupture-solidarité...*, op. cit., p. 90. Sur les soubassements religieux de la scène politique, lire A. Mary, *Le Défi du syncrétisme...*, op. cit. et, sur les Églises pentecôtistes, A. Corten et A. Mary (dir.), *Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique / Amérique latine*, Paris, Karthala, 2000.

35. Voir E. Nguema Minko, *Gabon. Les politiques du pardon et l'institutionnalisation de la rancune*, Paris, L'Harmattan (sous presse).

36. J.-F. Bayart, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La "politique de la chicotte" », *Politique africaine*, n° 110, juin 2008, p. 126.

« la hantise de la paix<sup>37</sup> » est bien le négatif d'autre chose : l'obsession de la guerre.

Tout ceci se joue et surgit régulièrement sur le théâtre politique sous forme de « scènes primitives » qui rappellent que le contrôle et l'échange des corps vivants et des corps morts est, au Gabon, indispensable à la reproduction du corps politique. Les batailles autour de l'ensevelissement du corps d'Edith Bongo, épouse du président Omar Bongo et fille du chef de l'État congolais Denis Sassou Nguesso, morte le 14 mars 2009, suivies quelques mois plus tard de l'érection d'une chapelle ardente consacrée à l'exposition du cadavre de son mari, l'ont récemment rappelé.

### *Le pillage et le don*

Quant au pillage des ressources et des biens, il se porte excellemment. Pillage routinier et institutionnel, en contraste prononcé avec le pillage de guerre en vigueur au Congo, cette stratégie prédatrice fait partie d'une économie morale de l'échange imprégnant tout le tissu social et politique gabonais<sup>38</sup>, comme le montre l'entretien sur l'affaire des « biens mal acquis ». Car si tout le monde déplore le pillage, la lecture de cet entretien est l'occasion de vérifier que Bongo, le Père bienveillant, promettait d'en réguler les excès. Même discours lors de la campagne présidentielle d'août : Bongo y est apparu comme l'homme du recours, au-dessus des manœuvres de la piétaille politique, se distinguant en outre par son exceptionnelle « générosité ». Tout cela explique le mélange de dégoût et de tolérance observé dans le pays vis-à-vis de ce que les observateurs étrangers appellent sobrement la « corruption » du régime.

Ce système totalisant englobe l'ensemble des acteurs sociaux. Le vol des ressources par les grands est joué à l'envers lors des « distributions » de dons aux « populations locales » (*sic*), notamment en période de campagne. Pendant ces festivités quasi quotidiennes, retransmises sur la télévision nationale, médicaments, argent, nourriture et vêtements sont distribués par les politiques « en tournée » (*sic*), accueillis par une foule joyeuse et les « danses de bienvenue » (*sic*) des associations féminines locales. On se croirait revenus en pleine « coloniale », comme on dit au Gabon. Ces redistributions, indispensables

37. G. Rossatanga-Rignault, « "Au titre des mesures individuelles" ... », art. cit., p. 19.

38. Voir l'analyse de Jean-Émile Mbot sur les campements comme lieux du gaspillage et de l'abondance : J.-É. Mbot, « Quand l'esprit de la forêt s'appelait jachère », in L. Perrois (dir.), *L'Esprit de la forêt. Terres du Gabon*, Bordeaux, Somogy, 1997, p. 33-51.

à l'ancrage de la notoriété des agents politiques, dévoilent les logiques de la moralité de l'échange matériel au Gabon. Bien qu'elles semblent à première vue obéir aux lois générales du capitalisme post-millénaire, les règles du marché concurrentiel, comme la circulation de la monnaie et des biens, sont ici largement immergées dans une moralité du don et du contre-don qui fonde la soumission aux dominants, et qui perpétue népotisme et clientélisme dans les institutions et la bureaucratie gabonaises<sup>39</sup>.

### *Les pièges politiques du repentir : quelques éléments sur les élections de 2009*

En 2005, sur la fin de sa campagne pour sa réélection, Omar Bongo Ondimba sortit une immense affiche sur laquelle on le voyait remettre le Gabon entre les mains de Dieu. En janvier 2009, il tint un discours dans lequel il condamnait explicitement sa propre gestion politique du Gabon : « Dieu ne nous a pas donné le Gabon pour faire ce que nous avons fait », dit-il en substance. En remettant le Gabon entre les mains de Dieu et en faisant son autocritique, c'est-à-dire la critique de son « Système » (un mot passé dans le langage politique courant), Bongo faisait de Dieu le souverain véritable du pays et ouvrait une brèche dans laquelle tous les hommes politiques allaient s'enfouffrer : pas un meeting qui ne se termine par un « Dieu bénisse le Gabon ! ». La figure du politicien confirme, par cette parole rituelle, sa consubstantialité avec celle du prophète ou du ministre du culte.

Comment rompre avec le passé si les artisans de la rupture, en plus de se mettre sous la tutelle de Dieu le Père, se mettent sous celle du Père de la nation dont ils revendiquent l'héritage ? Presque tous les candidats se sont réclamés de Bongo, à qui ils devaient la « paix » et la « stabilité » du Gabon. Ali Bongo et André Mba Obame ont été les plus déterminés à réclamer cet héritage en tant que « fils ». Le problème était de rompre avec les « mauvaises pratiques » du Système tout en restant fidèle à l'homme Omar Bongo, véritable paradigme de ce même Système. Ce grand écart devenait intenable sur la fin de la campagne, en particulier pour le fils spirituel (politique), André Mba Obame, ancien ministre de l'Intérieur fort de vingt-cinq ans de service auprès de Bongo. Sa montée en puissance comme candidat crédible s'est d'abord faite sur la renommée qu'il acquérait au fil des meetings en apparaissant comme celui qui disait les « vérités » du Système. Propriétaire d'une chaîne de télévision,

---

39. M. Debain, « *On va faire encore comment ?* »..., *op. cit.*

AMO « brillait », comme l'a déclaré un autre candidat, le pasteur Tomo, parce qu'il « disait la vérité ». Mais comment dire la vérité d'un Système dans lequel on a travaillé pendant un quart de siècle sans être pris soi-même dans la « vérité » des « mauvaises pratiques » du Système ? AMO a alors demandé pardon et s'est agenouillé devant la foule, en direct à la télévision en déclarant : « Moi, André Mba Obame, grand baron parmi les grands du Système, je me mets à genoux devant vous pour demander pardon <sup>40</sup>. » Le propos fut ponctué de larmes, et la scène accompagnée de la parole biblique selon laquelle « qui s'abaisse s'élève ». La logique religieuse de la « vérité » articulée à la « modestie » ou à « l'humilité » s'inscrit dans l'attestation spectaculaire de la consubstantialité du religieux et du politique au Gabon. Emporté dans cet élan, AMO devint Moïse, au service d'un salut collectif : le salut du peuple au nom de qui mener le combat contre le Système du Père <sup>41</sup>. La posture politico-religieuse devenait messianique. Le messie AMO annonça qu'il fallait « tourner la page du Système du Pharaon ». Un message subliminal qui disait que lui, Moïse, bien qu'élevé dans la maison du Pharaon, avait pris fait et cause pour « son » peuple, qu'il devait conduire à la Terre promise. Pour rester malgré tout dans la lignée politique du Père, AMO déclara lors de son meeting du 27 août : « Au Gabon, Moïse ne lutte pas contre le Pharaon. Au Gabon, Moïse travaille sous la protection du Pharaon... Même le Pharaon est pour le changement <sup>42</sup>. » Quelques jours auparavant, il avait déclaré : « Je suis Moïse, j'ai grandi au palais du Pharaon. Moïse s'est opposé au Pharaon pour sauver les Hébreux. Le Pharaon, avant de mourir, a dit : "André, ce que je n'ai pas pu faire, tu vas le faire. Reste à délivrer le peuple gabonais. Je t'ai formé pour ça". » <sup>43</sup>

Le désistement de Paul Mba Abessole permit à AMO de résoudre l'épineux problème politique que lui posait la figure de Moïse – celui-ci n'étant pas parvenu à entrer en Terre promise – et de la transférer à son adversaire (lequel s'en sortit par une pirouette théologique). Celui de Jean Eyeghe Ndong, ancien Premier ministre, lui permit de sortir d'une autre impasse, celle de la filiation revendiquée du pharaon. AMO révéla au grand public que Jean Eyeghe Ndong était de la lignée du président Léon Mba. Le père de Jean Eyeghe Ndong était en effet le frère de Léon Mba : Eyeghe Ndong est donc le « neveu » de Léon Mba, c'est-à-dire son « fils » dans l'anthropologie émiqne de la parenté. Or ce fils de

40. Meeting d'André Mba Obame, Libreville, 18 août 2009.

41. Lors d'un meeting à Libreville, on pouvait lire sur une pancarte : « Moïse, libère-nous ! ». Voir aussi le récit de M. Debain publié dans ce numéro.

42. Meeting d'André Mba Obame, Libreville, 27 août 2009.

43. Meeting d'André Mba Obame, Libreville, 18 août 2009.

Léon Mba, passé dans le camp d'AMO avec armes et bagages, fut présenté comme un « héros » pour avoir dénoncé, devant le cercueil d'Omar Bongo et les chefs d'État présents aux obsèques du président gabonais, la tentation monarchique d'Ali Bongo, pour avoir démissionné du poste de Premier ministre, et enfin pour s'être désisté en faveur d'AMO. L'« héroïsme » de Eyeghe Ndong permit en fait à AMO de capitaliser deux héritages : celui de Léon Mba et celui de Bongo. Contre Ali Bongo accusé de travailler à mettre en place un régime monarchique construit sur les liens du sang, AMO déparentalisa le système au nom de la *nation*. Du coup, il investit la figure messianique du Christ qui fait de la *déparentélisation* la condition du salut.

Le problème est qu'en régime dystopique, l'ambivalence et l'ambiguïté finissent toujours par brouiller les repères et les repaires idéologico-politiques. Comme le montre ici l'article de Mathilde Debain, les deux fils de Bongo, AMO et ABO, ont été les animateurs du courant des « rénovateurs » au sein du PDG. À l'issue du scrutin du 30 août, ABO a été proclamé président de la République. AMO, arrivé troisième, s'est imposé comme une figure majeure de l'opposition à son « frère ». Ce qui est très intéressant dans ce « jeu » est l'idée selon laquelle les deux fils de Bongo qui se disputent la dépouille du corps souverain du père, sont tous deux perçus comme n'étant pas ses « vrais fils » : AMO est fang de père et de mère, et accusé par ses détracteurs bongoïstes d'être le « poulain de Teodoro Obiang Nguema<sup>44</sup> » ou le « candidat de Malabo », c'est-à-dire le candidat du président de la Guinée équatoriale (à qui AMO aurait voulu vendre l'île Mbanié). Quant à ABO, la rumeur, insistante, qui conduisit sa mère à passer à la télé pour décrire les conditions de son accouchement, fait de lui un Nigérian adopté par la famille Bongo. Ce schème de l'« illégitimité politique » des « fils » de Bongo est ici le pendant du schème, plus classique, de « l'ailleurs du pouvoir<sup>45</sup> ». Cet ailleurs *déparentélisant* du pouvoir a ainsi été incarné, en son temps, par le corps souverain du père, soupçonné d'être un Pygmée, « un homme de la forêt » ou un « Congolais ».

En 2005, une rumeur selon laquelle Bongo aurait été centrafricain a circulé. Cette figure « étrangère » du pouvoir est par ailleurs en affinité avec celle du « *Nganga* Omar Bongo », telle que la décrit Wilson-André Ndombet<sup>46</sup>.

44. Deux journaux paraissant à Libreville, *Le Mbandja* et *Le Crocodile*, sont familiers de ces considérations sur André Mba Obame.

45. A. Mary, « Le Blanc vu d'ailleurs ou l'Autre des autres », in J.-L. Chevalier, M. Colin et A. Thomson (dir.), *Barbares et Sauvages. Images et reflets dans la culture occidentale*, Caen, Presses universitaires de Caen, 1994, p. 13-24.

46. W.-A. Ndombet, *Renouveau démocratique et pouvoir au Gabon (1990-1993)*, Paris, Karthala, 2009, p. 108.



Le jeu des glissements de sens est ici très fécond et atteste une fois de plus l'ambivalence irréductible du pouvoir de souveraineté en régime dystopique : le pouvoir « appartient aux étrangers », et son étrangeté le conduit à convertir Dieu en Diable. Ce pouvoir « appartient » aussi, plus prosaïquement, à la France – Robert Bourgi, épigone de Jacques Foccart, assumant au nom de son pays « le plus haut attribut du pouvoir » qu'est celui de « décider de l'heure de la mort d'autrui », en l'occurrence de celle d'Omar Bongo<sup>47</sup>. Cette réalité s'est traduite dernièrement par la huée de Nicolas Sarkozy lors des obsèques de Bongo et, surtout, par les violences de Port-Gentil consécutives à la proclamation de la victoire d'Ali Bongo, considéré comme le « candidat de la France ». Ainsi les logiques du paradigme dystopique convertissent-elles Dieu en Diable, le Président en étranger, le Gabon en satrapie tropicale de la France, et toutes les tentatives de rupture en violences et « replis identitaires ».

### *Convulsions à venir*

Si l'on se tourne vers la société civile, les premiers constats sont ceux de ses viscosités sociales<sup>48</sup>, de l'inertie des perspectives d'ascension et du déséquilibre des ressources économiques. Le Gabon est un pays riche avec une population pauvre. Les disparités de condition restent très grandes. La pauvreté touche la majeure partie de la population, à dominante rurale, alors que le PIB (en parité du pouvoir d'achat) du Gabon est parmi les premiers d'Afrique avec 12 270 dollars par habitant en 2008<sup>49</sup>. Le chômage, la faiblesse des infrastructures bancaires en dehors de la capitale et l'absence de perspectives d'avenir constituent l'expérience quotidienne de la majorité des Gabonais. La sécurité économique paraît incertaine. Le Gabon ne produit que 10 à 15 %

47. R. Bacqué et P. Bernard, « Robert Bourgi, vétéran de la Françafrique », *Le Monde*, 30-31 août 2009, p. 14. Sur les relations France-Gabon, lire J.-F. Obiang, *France-Gabon...*, *op. cit.*

48. Pour reprendre la belle expression de Jean-Ferdinand Mbah dans « La polygamie et les dynamiques virtuelles des conjugalités des jeunes au Gabon », in *Rupture-solidarité*, *op. cit.*, p. 136.

49. Voir <<http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/GNIPC.pdf>>. Contre seulement 6 397 dollars en 2003 (voir <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2006/fra/cr06232f.pdf>>, p. 7). Ces chiffres reflètent surtout l'évolution du cours mondial du pétrole, et donc des revenus de l'État. Les exportations sont constituées pour 74 % de pétrole, 14 % de bois et 7 % de manganèse et d'uranium. Les clients sont principalement les États-Unis (pour plus de 50 %), la Chine, la France et le Japon. Le secteur agricole emploie 42 % de la population active. Voir <[http://www.gaboneco.com/show\\_article.php?IDActu=1631](http://www.gaboneco.com/show_article.php?IDActu=1631)>.

de ses besoins en produits alimentaires et doit importer le reste. Enfin, la production pétrolière est en chute (passant de 18 millions de barils en 1997 à 12 millions de barils annuels en moyenne depuis 2002) et, même si la pérennité de cette production pour les quinze ou vingt prochaines années n'inquiète plus autant les pronostiqueurs économiques qu'au début des années 2000, aucune solution de rechange n'a été sérieusement explorée<sup>50</sup>.

Les brèches ouvertes par la mort d'Omar Bongo ont fait bouger les lignes du parti au pouvoir et de l'opposition. Malgré les résultats « assurés » de l'élection présidentielle de 2009, le PDG a explosé pendant la campagne électorale<sup>51</sup>. S'il est impossible de prédire les formes que prendront les convulsions à venir, il faut rappeler que le Gabon a subi de violentes mobilisations anti-gouvernementales en 1964 (coup d'État contre Léon Mba), en 1990 (tenue de la Conférence nationale) et en 1993 (contestation de l'élection présidentielle), qui ont démontré l'existence de bases populaires de mobilisation. Les manifestations de septembre 2009 contre l'élection d'Ali Bongo, en particulier à Port-Gentil, confirment l'exaspération des Gabonais vis-à-vis du système en place.

On trouvera dans ce dossier des éléments de réflexion sur les fondations de ces modes de participation populaire, trop souvent sous-estimés par les observateurs extérieurs au Gabon. Le premier est la passion de la rumeur – le *kongossa* gabonais – étudiée par Placide Ondo. L'auteur montre que, sous son apparente convivialité et loin d'être un discours amorphe qui maintiendrait les Gabonais dans l'inaction, la rumeur fonctionne comme une véritable norme sociale de délibération. Le *kongossa* sert ainsi de scène d'affrontement entre hommes politiques, se donne des missions prophétiques et critique « les affaires du pays ». La chronique de Mathilde Debain donne un aperçu unique sur les péripéties de la campagne présidentielle. De la réception de la nouvelle de la mort d'Omar Bongo le 7 juin 2009 aux négociations politiques sur la succession et à la bataille finale des élections, l'article nous emporte dans les rues de Libreville et de Port-Gentil au sein des meetings politiques, des tractations fébriles des partis et des duels oratoires

---

50. Malgré les campagnes et les projets du début des années 2000, le tourisme international est resté extrêmement faible. Les chiffres n'ont pas évolué : on compte environ 190 000 entrées internationales au Gabon par an, dont à peine 1 % de touristes. Pour le reste, la continuité domine, avec la recherche plus poussée de gisements *onshore* et *ultra deep offshore* de pétrole, l'extraction d'uranium (en fin de cycle), de manganèse (dont le Gabon est le 3<sup>e</sup> producteur mondial) et de diamant, ainsi que quelques prospections récentes de potasse et de niobium.

51. Voir le récit de M. Debain dans ce numéro.

entre candidats, nous donnant une image complexe et dynamique de la scène politique gabonaise. Il faut mettre ces prises de pouls en perspective en lisant le travail de Lévi Martial Midepani sur la reproduction oligarchique au Gabon. En revenant sur les élections législatives de décembre 2006, l'auteur analyse en détail la pratique électorale au Gabon depuis le début de « l'ère pluraliste » inaugurée en 1990. Il démontre en quoi le suffrage, loin d'assurer le renouvellement des élites politiques ou l'expression du peuple, conforte la reproduction des groupes au pouvoir. Son analyse détaille comment les mécanismes des candidatures, de la campagne, des opérations de vote et des débats au Parlement concourent à rendre l'opposition impuissante.

L'entretien réalisé par Fanny Pigeaud avec Grégory Ngbwa Mintsa et Marc Ona Essengui sur l'affaire des « biens mal acquis » donne voix à l'un des représentants les plus célèbres de ce qu'on appelle depuis peu la « nouvelle société civile » du Gabon. Directeur de l'ONG Brainforest, Marc Ona a porté plainte deux fois au parquet de Paris (en 2007 et 2008) contre Omar Bongo pour « blanchiment et recel de détournement de fonds publics », Grégory Ngbwa Mintsa se constituant symboliquement partie civile pour permettre l'ouverture de l'enquête préliminaire. Marc Ona Essengui, handicapé par une poliomyélite et en fauteuil roulant, employé par l'Onu à la fin des années 1990, est devenu le trouble-fête de la classe politique au pouvoir. En avril 2009, il a reçu le prestigieux Prix Goldman pour l'environnement qui a étendu sa notoriété internationale au-delà de la France et du Gabon. Dans l'entretien publié ici, il explique les tenants et les aboutissants de l'affaire des « biens mal acquis », cette tentative civique initiée par des Gabonais (en rupture avec les initiatives précédentes, toutes prises par des Français) de demander des comptes au gouvernant sur le sort des revenus issus des ressources naturelles et des industries extractives du Gabon. À travers son témoignage et celui de Grégory Ngbwa Mintsa, le lecteur se fera une idée des potentiels de la société civile gabonaise et de l'immensité des obstacles qui se dressent contre l'espoir de secouer le joug des dominants.

Enfin les textes de Florence Bernault et de Joseph Tonda tentent de bousculer quelque peu les limites du camp de base méthodologique d'où l'on peut explorer les méandres de « l'infra-politique » gabonais<sup>52</sup>. L'article de Florence Bernault marie analyse historique et anthropologique pour explorer les croyances populaires sur une Sirène au Sud-Gabon. À travers les débats

---

52. Sur ce concept, voir F. Bernault, « De la modernité comme impuissance. Fétichisme et crise du politique en Afrique équatoriale et ailleurs », *Cahiers d'études africaines*, n° 195, 2009, p. 747-774.

sur l'opportunité de consacrer une statue municipale à ce génie traditionnel, et les rumeurs populaires sur les meurtres rituels qu'une telle initiative provoquerait, l'auteure réfléchit sur la transfiguration historique du pouvoir des anciens fétiches, transformés aujourd'hui en symboles et emblèmes politiques au pouvoir incertain. Joseph Tonda, qui a été de ceux ayant construit des outils permettant de mener une réflexion sur la position du sociologue-anthropologue indigène<sup>53</sup>, submergé par la situation qu'il tente d'analyser en même temps que contraint, dans le champ universitaire lui-même, par les attentes et les prescriptions des chercheurs étrangers, non-indigènes, publie un article expérimental qui met en chantier une écriture empruntant les voies de l'imaginaire et de la fiction. Par la voie d'une mise en abyme, il crée un double processus de distanciation ou de rupture où le chercheur passe, tour à tour ou simultanément, de la posture de sociologue à celle d'écrivain et à celle des personnages créés par ce dernier.

**C**es points de vue, qui sont autant de mises en perspective, offrent au lecteur un panorama des aliénations et exaspérations multiples, insolubles et incapacitantes, dont ceux qui sont confrontés au système politique gabonais, entendu au sens large, font quotidiennement l'expérience ■

Florence Bernault  
Université du Wisconsin, Madison

Joseph Tonda  
Université Omar Bongo, Libreville

---

53. Voir également A. Mbembe, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, n° 77, mars 2000, p. 16-43.